crechesfribourg.ch krippenfreiburg.ch



Joyeux Noël et nos meilleurs voeux pour 2019

Frohe Weihnachten Herzliche Glückwünsche

L'accueil extrafamilial: une mission publique universelle?

Le débat est lancé à Lausanne, en marge de l'importante manifestation pour un accueil éducatif et professionnel de l'enfance qui a réuni 8000 personnes les rues de la capitale vaudoise en novembre dernier. Quelle mission confier aux structures d'accueil? Un minimum de personnel, peu ou pas formé, est-ce suffisant? Et qui peut avoir accès aux structures? Seulement les familles dont les deux parents travaillent? Ou est-ce un droit comme l'école, mais facultatif? A Fribourg, la Chaire de travail social et Pro Familia posent la question à propos de l'accueil préscolaire lors d'un colloque «Socialisation précoce. Affaire privée ou une mission publique ? », le 24 janvier 2019, à l'université de Fribourg (p.2). En attendant que les pouvoirs publics fribourgeois s'emparent de la question, force est de constater que les engagements financiers communaux pour la petite enfance stagnent ces dernières années, voire diminuent dans certains districts du canton de Fribourg (p.3).

Mobilisation autour de l'accueil de l'enfance en Suisse romande

Le monde de l'accueil de l'enfance s'est fortement mobilisé cet automne en Suisse romande: grève et manifestation à Lausanne autour des normes d'encadrement de l'accueil extra-scolaire, colloque en Valais sur l'identité professionnelle, exposition Découvrir le monde et conférences à Lausanne et, prochainement, un colloque à l'université de Fribourg sur la socialisation précoce. La Suisse romande bouge!

Un 13 novembre historique dans le canton de Vaud

Le personnel des structures d'accueil vaudoises s'est mis en grève et a manifesté avec de nombreux parents le 13 novembre dernier pour dénoncer des normes de qualité en baisse dans les structures extra-scolaires. Les communes souhaitent en effet faire baisser les coûts en diminuant le personnel et en exigeant moins de formation. 8000 parents et professionnel-le-s se sont dès lors mobilisés pour demander aux communes de revenir sur cette réforme. Une nouvelle mobilisation est prévue pour le 3 décembre.

Motion pour que l'accueil de jour devienne un service public

Au-delà de la réponse qui sera donnée à cette mobilisation, le parti socialiste de la Ville de Lausanne a déposé une motion qui propose qu'à terme l'on considère « l'accueil de jour comme un service public, à l'instar de l'école, bien évidemment facultatif, mais accessible, au moins en partie, à tous les enfants, indépendamment de leur statut ou du taux d'activité de leurs parents...»(24-Heures, 16 novembre 2018, p.8).

HES-SO Valais: Education de l'enfance quel accompagnement pour demain?

La question posée par ce colloque organisé le 7 novembre par les membres valaisans de pro enfance rejoint les préoccupations des professionnel-le-s et familles vaudoises sur la qualité de l'accueil de l'enfance, le rôle, la formation et l'identité des éducatrices et éducateurs. 200 personnes ont participé à cette rencontre, destinée également à renforcer l'identité valaisanne du champ de l'enfance.

Exposition-Conférences - Table ronde pro enfance à Lausanne

Plusieurs conférences sont proposées dans le cadre de la venue de l'exposition « Découvrir le monde », laquelle est présentée au Musée de la main UNIL-CHUV jusqu'au 6 janvier 2019.

Une table ronde, organisée le 13 novembre, par pro enfance, a fait se rencontrer une quinzaine de personnes élues ou travaillant au sein d'une administration étatique pour échanger sur l'accueil de l'enfance en Suisse romande, ses diversités, spécificités et points communs.

www.proenfance.ch

Université de Fribourg: La socialisation précoce. Affaire privée ou mission publique ?

Des intervenants de renom sont invités le **24 janvier 2019** à ce colloque: les professeur-e-s Michel Vandenbroek, de l'université belge de Gand, Tania Ogay de l'université de Fribourg, Michele Pellizarri de l'université de Genève. Il sera question de la manière dont l'enfant devient un être social, des rôles pour les différents acteurs, de lutte contre la pauvreté, d'intégration et plus généralement des enjeux de la socialisation précoce. Un débat contradictoire conclura les conférences et présentations.

Dans le flyer de présentation, la Chaire de travail social qui organise cette manifestation en collaboration avec Pro Familia pose le cadre de réflexion de ce colloque: «En quoi la socialisation précoce est-elle un instrument actif dans la lutte contre la pauvreté ? En quoi contribue-t-elle à l'intégration de l'enfant dans la société ? En quoi est-elle un vecteur d'égalisation des chances au moment de l'entrée à l'école ? Et jusqu'où, en la matière, doit-elle se développer sans empiéter par trop sur l'autonomie parentale dans l'éducation des jeunes enfants ?

Cette journée de réflexion se déroule sur le campus de Miséricorde - Salle 03 3115, de 10h00 à 15h15.

Informations et formulaire d'inscription: www.unifr.ch/travsoc/fr

Contact: Mme Séverine Moll-Lauper 026 300 77 86 <u>severine.moll-lauper@unifr.ch</u>

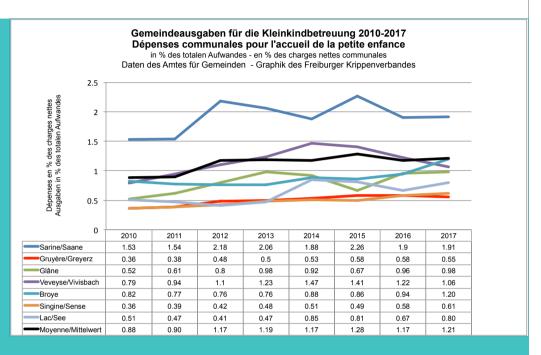
Les communes n'augmentent plus leurs investissements pour la petite enfance

Les dépenses des communes pour l'accueil de la petite enfance (crèches, accueil familial, ateliers jeux et maternelles) stagnent. Entre 2016 et 2017, le montant total engagé par les communes a augmenté de 16.98 à 18.23 millions, mais reste inférieur aux 18.51 millions de 2015. Cette stagnation est étonnante, car durant la même période le nombre de places dans les crèches a augmenté de 1511 en 2015 à 1698 en 2017.

Disparités

Sur 100 francs dépensés par les communes, 1.20 francs est consacré à l'accueil de la petite enfance. Cette moyenne cantonale stagne depuis 2012, alors que les différences entre districts peuvent aller du simple au petit quadruple.

Ainsi, la Gruyère engage 0.55% de ses charges nettes, alors que la Sarine y consacre 1.91%.



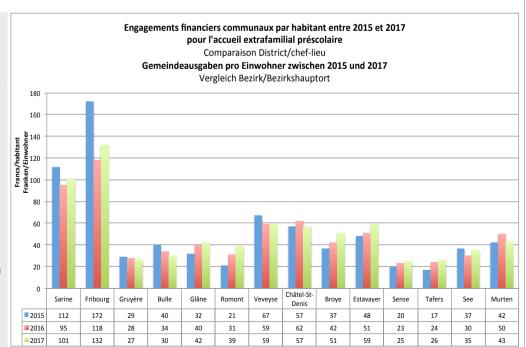
Bien que la Sarine soit

le bon élève de la classe fribourgeoise, ce district a baissé ses dépenses depuis 2012, malgré une exception en 2015. Quant à la Gruyère, elle est désormais la lanterne rouge des districts, alors que le SEJ a enregistré 43 places de plus dans les crèches de ce district entre 2015 et 2017. Une hypothèse quant à cette diminution est le transfert sur les parents d'une part plus élevée des coûts, liée à l'introduction de la nouvelle grille de tarifs de référence de l'Etat.

58 francs/habitant en moyenne en 2017

Si l'on compare les dépenses des communes en francs/habitant, la Gruyère est un peu mieux placée que la Singine, mais l'écart est faible avec respectivement 27.- et 25 francs/hab. C'est quatre fois moins qu'en Sarine.

Le graphique ci-contre met également en regard les écarts entre la moyenne du district et le chef lieu.



Actualités

Un outil pour communiquer avec les familles allophones

Pour faciliter la compréhension entre les familles et les éducatrices, en l'absence de langue commune, les Etablissements publics pour l'intégration du canton de Genève ont édité un kit de 99 images, un outil appelé *entre nous*.

Informations et commandes sous:

https://entrenous-ge.ch/info/

Prolongation du programme d'aides fédérales au démarrage

Le parlement fédéral a prolongé une 3ème fois son programme d'incitation à la création de places d'accueil de l'enfance, lors de sa session d'automne. Ainsi, il reste possible de demander ces aides au démarrage jusqu'en 2023. Le crédit total atteint 120 millions.

Nouvelles subventions fédérales aux cantons et communes visant à à la baisse des tarifs pour les parents Un 2ème programme d'aides fédérales est en vigueur depuis juillet 2018. Il est destiné aux cantons et aux communes qui augmentent leurs subventions pour baisser leurs tarifs aux parents. https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/finanzhilfen/kinderbetreuung.html

Réforme fiscale des entreprises Des compensations sociales

La baisse de la fiscalité des entreprises devrait être au menu de la session de décembre du Grand Conseil. Le Conseil d'Etat prévoit de fixer à 13.72% le taux unique d'imposition du bénéfice des entreprises (contre 19.86% actuellement). Pour compenser ces baisses fiscales qui s'élèveront à 40.8 millions pour l'Etat et 33.3 pour les communes, les entreprises devraient s'acquitter d'une « taxe sociale », destinée notamment à l'accueil extrafamilial.

Le projet présenté par le Conseil d'Etat au parlement cantonal propose dans son Message au Grand Conseil, au chapitre de l'accueil extrafamilial, les mesures suivantes (fr_2017-DFIN-79_Message, p.33-34) :

- la création d'un nouveau fonds pour l'aide au démarrage de crèches et accueils extra-scolaires (5 millions sur 5 ans)
- 2) une baisse des tarifs pour les parents par une contribution des employeurs. Ainsi, une contribution de 3.75 millions permettrait une baisse de tarif de 6.-/jour d'accueil en crèche
- 3) le soutien à des modèles d'accueil innovants (accueil sur le lieu de travail, accueil d'urgence, etc.)

Parmi les autres mesures d'accompagnement à cette baisse de la fiscalité des entreprises, le Conseil d'Etat propose une augmentation de 20 francs des allocations familiales, soit 265.-pour les 2 premiers enfants, 285.- dès le 3ème, ainsi qu'une allocation pour jeunes en formation de 325.- pour les 2 premiers enfants, puis de 345.- francs.

Ces compensations sociales comprennent aussi des mesures en faveur de la formation et de l'intégration professionnelles (baisse du prix des cours interentreprises, notamment).

Deux papas à la barre de la FCGF



Une page se tourne à la Fédération des crèches et garderies fribourgeoises. En effet, Marisa Rolle, au comité de la FCGF depuis 2002 et présidente depuis 2007, a décidé de passer le relais. De son côté, Annette Wicht, secrétaire générale depuis 1999, prend une pré-retraite à la fin 2018. Elles ont été vivement remerciées et ovationnées lors d'une assemblée, le 11 octobre 2018, à Fribourg.

A leur suite, après plusieurs décennies d'engagement féminin, deux hommes vont reprendre les rênes de la FCGF: Gregory Pellissier, directeur du Centre éducatif et pédagogique d'Estavayer, à la présidence, et Filippo Cassone, économiste, responsable de projets chez Pro Juventute jusqu'il y a peu, au secrétariat général dès le 1er janvier 2019.

Le comité de la FCGF est encore composé de Christelle Balsiger (viceprésidente, directrice de Casse-Noisettes à Romont), Natacha del Aguila (directrice de L'arche des enfants à Fribourg), Claudine Pochon (trésorière, membre du comité de La Marelle à Farvagny), Reber (directrice du Bosquet à Givisiez) et Mélanie Schorro (éducatrice à Mandarine à Fribourg).

La FCGF se réjouit que la défense et la promotion de l'accueil de l'enfance suscite désormais aussi l'engagement des pères et remercie toutes les personnes qui oeuvrent et ont œuvré dans l'association.